



Quelle défense pour Taïwan ?

Réflexions au miroir
de la guerre en Ukraine

Hugo Tierny

Note 57
Octobre 2022





L'Institut Thomas More est un think tank libéral-conservateur et indépendant, basé à Bruxelles et Paris. Il est la fois un laboratoire de solutions innovantes, un centre d'expertise et un relais d'influence.

La démarche de l'Institut se fonde sur les valeurs proclamées dans sa Charte : la liberté et la responsabilité, le respect de la dignité de la personne, la subsidiarité, l'économie de marché, les valeurs universelles qui sont l'héritage commun des pays européens.

Paris

8, rue Monsigny
F-75 002 Paris
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30

Bruxelles

Avenue Walkiers, 45
B-1160 Bruxelles
Tel : +32 (0)2 374 23 13

www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org

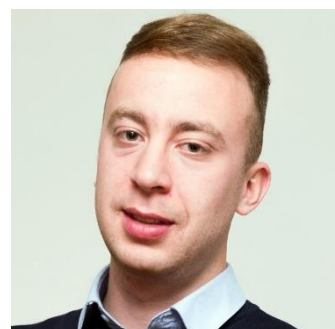
Quelle défense pour Taiwan ?

Réflexions au miroir de la guerre en Ukraine

Hugo Tierny

Note 57 Octobre 2022

Hugo Tierny est doctorant en histoire militaire et en relations internationales à l'École Pratique des Hautes Etudes (EPHE) et à l'Institut Catholique de Paris (ICP). Chercheur associé au Centre Français d'Études sur la Chine Contemporaine (CEFC) et au *Taiwan Center for Security Studies* (TCSS), il a vécu à Taipei et s'intéresse aux questions de défenses sino-taiwanaises. Dans sa thèse, il explore les liens historiques entre espaces continentaux et maritimes dans la géostratégie de la Chine. La présente note approfondit et actualise le texte de son intervention lors de la Rencontre en ligne de l'Institut Thomas More « Les ambitions de la Chine dans le Pacifique : enjeux militaires et géopolitiques » du 6 juillet 2022 •



Sommaire

Introduction	7
Ukraine-Taïwan : des situations analogues, moins du fait des défenseurs que des agresseurs	8
Guerre en Ukraine : la mobilisation diplomatique et sociétale à Taïwan	10
Stratégie de la Chine, soutien des États-Unis : les incertitudes géostratégiques	12
La défense de Taïwan en débat : le choix ou non de l'asymétrie	17
Une « défense territoriale » ?	21
Les pressions américaines en question	23
Conclusion	25



Introduction

L'épisode ukrainien fait la démonstration de la pleine possibilité d'une guerre d'invasion entre États en 2022. Vu de l'extérieur, un tel scénario dans le détroit de Taïwan semble d'autant plus inquiétant que le déséquilibre des forces en présence s'accroît et que Pékin persiste dans son ambition d'annexer l'archipel formosan. Les déclarations des dirigeants chinois, à commencer par celles de Xi Jinping, sont à ce sujet sans ambiguïtés et leur détermination clairement exprimée par les larges exercices militaires de l'Armée populaire de libération (APL) tout autour de Taïwan au mois d'août dernier.

Les regards se tournent donc vers Taipei, dont la situation géopolitique est perçue par de nombreux observateurs comme similaire à bien des titres à celle de Kiev. Comment les Taïwanais perçoivent-ils leur situation et comment s'organisent-ils pour leur défense ? Ces questions méritent la plus grande attention car la capacité de Taïwan à dissuader la Chine conditionne non seulement l'avenir de l'île mais aussi tout l'équilibre régional dans la zone Indopacifique, puisqu'un tel conflit impliquerait forcément les deux premières puissances mondiales que sont les États-Unis et la Chine mais aussi sans doute le Japon et d'autres acteurs.

Les Taïwanais, qui observent la situation de l'Ukraine avec un mélange de solidarité et d'inquiétude, réfléchissent et discutent cependant de ces questions depuis longtemps, bien avant l'invasion russe de l'Ukraine. Nous nous proposons ici de leur laisser la parole et de mettre en valeur les enjeux de ces débats stratégiques. Nous verrons que le précédent ukrainien a provoqué une accélération de leurs efforts en faveur de la consolidation de leur défense militaire tandis que la population s'organise de son côté pour se préparer à jouer un rôle dans un conflit qu'elle estime de moins en moins évitable. Pourtant, la question de la politique de défense à adopter pour contrer Pékin continue de susciter à des débats politiquement clivés et dont Washington tente activement d'influencer le cours. Décryptage.



Ukraine-Taïwan : des situations analogues, moins du fait des défenseurs que des agresseurs

« L'Occident a poussé la Russie dos au mur » : cette déclaration de Hua Chunying, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, a suscité des réactions alors que la Chine semble prendre le parti de la Russie après son attaque de l'Ukraine. Cette phrase révèle une proximité psychologique entre Russes et Chinois, ressassant tous deux une histoire « d'humiliation » par les Occidentaux, revendiquant un droit de regard sur leur périphérie et sa purge d'une influence occidentale perçue comme une menace. Ainsi, à peine les sirènes retentissaient à Kiev qu'un rédacteur en chef de *Chine Nouvelle* estimait sur WeChat que « la Chine aura aussi besoin du soutien russe lorsqu'il s'agira de lutter contre les États-Unis pour régler une bonne fois pour toutes le problème de Taïwan » (1)...

Au vrai, si les situations sont analogues, ce n'est pas en raison d'une ressemblance intrinsèque entre Taipei et Kiev, mais entre Moscou et Pékin. Et en raison de l'intérêt stratégique que représentent l'Ukraine et Taïwan pour la Russie et pour la Chine : d'un côté les minerais rares du Donbass et la mer d'Azov ; de l'autre, Taïwan offrirait à la Chine un meilleur accès à l'océan Pacifique. En attendant, l'île, partenaire de Washington et Tokyo, exprime une menace pour Pékin car elle surplombe ses provinces les plus riches et verrouille son accès au Pacifique (Figure 1).

C'est que géographiquement la Chine offre son flanc maritime à un espace en forme d'arc oriental semi-clôturé au large par un ensemble de voisins insulaires tous partenaires des États-Unis. La « première chaîne d'îles » s'étend ainsi du Japon à l'Indonésie, fermée en son centre par Taïwan. La Chine bute dans son expansion contre cette formation naturelle, qui constitue un encerclement en forme de « C » (2) ainsi que le glacis défensif de Washington. Il faut donc pour Pékin retourner cette vulnérabilité en brisant la chaîne par la prise de Taïwan et la mise à profit de ses avantages géographiques (3).

Formose représente donc pour la Chine la promesse d'une expansion pérenne vers le grand large et un prérequis pour l'obtention de son statut de grande puissance maritime. Comme le note énergiquement le professeur à l'université de Pékin Hu Bo : « si la Chine n'est pas capable de décider du futur de Taïwan, ses ambitions de devenir une puissance maritime ne sont que du vent ! » (4).

(1) Bill Bostock, "China state media editor says Beijing must back Russia over Ukraine so it gets support when it fights for Taiwan", *Business Insider*, 23 février 2022, [disponible ici](#)

(2) Une expression rendue populaire entre autres par Dai Xu, colonel de l'APL. Voir : Dai Xu [戴旭], "L'encerclement en C de la Chine : sortir de l'encerclement en contexte de menaces internes et externes [C形包围:内憂外患下的中國突圍]", *Stratégie militaire* [軍事戰略], Shanghai, 2010. Voir également Li Jie [李杰], "Cette chaîne d'îles qui enserre la Chine [捆绑中国的岛链]", *Modern Ships* [现代舰船], No. 7, 2001, pp. 35-37

(3) Pour un exposé complet des avantages stratégiques convoités par Pékin à Taïwan, voir Hugo Tierny, *Opportunité ou vulnérabilité ? Regards chinois sur l'importance géostratégique de Taïwan*, Fondation pour la recherche stratégique, Programme Taïwan sur la sécurité et la diplomatie, novembre 2021, [disponible ici](#)

(4) Hu Bo, *Chinese Maritime Power in the 21st Century - Strategic Planning, Policy and Predictions*, Routledge, Cass series: Naval Policy and History, 2019, p. 6

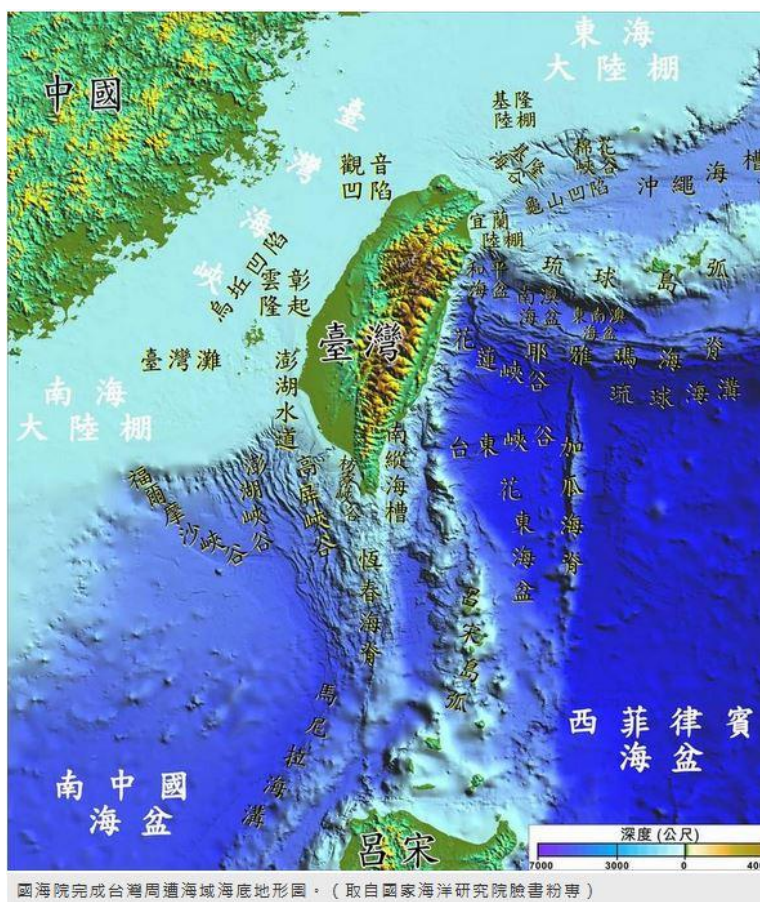


Figure 1. Cette carte rend très bien compte de ce que la Chine convoite à Taiwan : le verrou central de la première chaîne d'île, promesse d'accès aux eaux profondes de l'Océan Pacifique

Source: National Academy of Marine Research, [disponible ici](#)



Guerre en Ukraine : la mobilisation diplomatique et sociétale à Taïwan

A Taipei, on perçoit l'Ukraine et Taïwan comme les gardiens éloignés d'un même front contre les régimes autoritaires. Pour nombre de gens, l'invasion russe rappelle crûment la possibilité même de la guerre, une question pourtant longtemps mise sous le boisseau. Son corolaire, celui de l'engagement militaire, est aussi revenu : « *il faudra y aller* », entend-on. Discrète, cette perception est néanmoins dans tous les esprits : deux années de pression militaire chinoise inégalée et le précédent en Ukraine l'ont renforcé.

Taipei a aussi observé comment Kiev a remporté la bataille de l'image contre la Russie. Très tôt, le gouvernement et la société civile taïwanaise ont montré leur solidarité avec l'Ukraine, un moyen d'alerter sur leur propre situation géopolitique. Le jour même de l'invasion, le vice-président William Lai partait en campagne sur Twitter en déclarant : « *Le peuple et le gouvernement de Taïwan se tiennent aux côtés de l'Ukraine, le principe d'autodétermination ne peut être opprimé par la force brute* ». La formule lie la résistance ukrainienne à celle de Taïwan et l'agression de la Russie au comportement de la Chine. Pékin semble assez mal parti dans cette bataille de l'image, Hua Chunying, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, twittant le même jour : « *Invasion ! Voilà bien un vocabulaire préconçu des Occidentaux* » (1). La décision de la présidente Tsai Ing-wen de sanctionner la Russie en la privant des semi-conducteurs est un geste fort pour l'île, qui poursuit une progressive et évidente politique d'affirmation internationale depuis la crise du Covid-19 (2). La marque du dirigeant est par ailleurs essentielle, Volodymyr Zelensky nous le rappelle. Tsai, à qui on attribue distance et froideur, a réussi à incarner la figure d'une résistance prudente mais ferme à Pékin. La relation entre Taïwan et la Russie quant à elle, longtemps restée ambiguë, a plongé au même rythme que le rapprochement entre Pékin et Moscou (3).

Les Taïwanais s'inquiètent aussi des réserves franco-allemandes sur la Russie. Le ministre des affaires étrangères de Taïwan Joseph Wu y répondit indirectement en déclarant que « *les politiques d'apaisement ne mènent qu'à plus d'agression* » (4). Lors d'une remise de bourse à des chercheurs étrangers en juin, un officiel taïwanais se laissait aller devant l'auditoire : « *le soutien à Taïwan prendra-t-il une forme verbale à la franco-allemande ou d'un clair engagement comme celui de la Pologne pour l'Ukraine ?* » (5). Bien ou mal placé, le commentaire trahit la perception des choses à Taipei.

La guerre valide de fait le dynamisme diplomatique de Taïwan en Europe centrale et orientale, prenant appui sur l'expérience partagée de démocratie dite « de ligne de front » (6). C'est ainsi qu'en 2020 le président du sénat tchèque déclarait devant le parlement à Taipei : « *Je suis taïwanais !* » (7). L'an dernier, le nom du nouveau « Bureau de représentation de Taïwan » en Lituanie a déclenché la fureur de Pékin mais ni Vilnius ni Taipei n'ont plié. L'affaire a conduit les Européens à soutenir la Lituanie contre Pékin, une victoire diplomatique pour Taipei. C'est que les dissensions euro-chinoises offrent une opportunité

(1) Voir le tweet du *Global Times* du 24 février 2022, [disponible ici](#)

(2) Hugo Tierny et Aymeric Mariette, "Chine-Taïwan : comment le coronavirus amplifie la guerre diplomatique", *Asialyst*, 30 avril 2020, [disponible ici](#)

(3) Sergey Vradiy, "Russia Taiwan Relations: History and Perspectives", *Contemporary Chinese Political Economy and Strategic Relations: An International Journal* Vol. 3, No. 1, avril-mai 2017, pp. 213-243

(4) Voir le tweet du ministère des Affaires étrangères de Taïwan du 11 juin 2022, [disponible ici](#)

(5) Lors d'un événement auquel a assisté l'auteur

(6) Gregory Coutaz, "Taiwan's Diplomatic Offensive in Eastern Europe", *The Diplomat*, 3 février 2022, [disponible ici](#)

(7) Citant ainsi la célèbre prise de parole de John F. Kennedy à Berlin-ouest le 26 juin 1963. "I am Taiwanese," Czech speaker says, angering China", *Reuters*, 1er septembre 2020, [disponible ici](#)



pour Taïwan de faire jouer son *soft power* (1). Tout cet activisme est porteur d'un message : Taïwan souhaite un soutien solide contre la Chine.

En attendant Taipei fait feu de tout bois pour se rapprocher des partenariats internationaux ayant Pékin en ligne de mire, que ce soit le QUAD (*Quadrilateral Security Dialogue*, cadre de coopération informelle entre les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde), le CPTPP (*Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership*, accord commercial entre onze pays de la zone Pacifique) ou l'IPEF (*Indo-Pacific Economic Framework*, partenariat économique réunissant treize pays de la zone Asie-Pacifique, créé en mai dernier)... Le but : créer du soutien, voire de l'engagement, tous azimuts. Paradoxalement, ce monde en pleine polarisation produit des vents favorables pour la diplomatie taïwanaise. A l'époque de la « fin de l'histoire » et de la mondialisation triomphante, un activisme international trop prononcé de Taipei était mal vu à l'étranger car mauvais pour les affaires avec Pékin. Alors que le raidissement de la relation entre la Chine et l'Occident offre un nouvel espace à Taïwan, les temps deviennent aussi dangereux qu'ils sont sources d'opportunité.

La mobilisation sociétale en faveur de l'Ukraine n'est pas en reste. Les organisations de soutiens ont fleuri à Taipei, telle que la *Taiwan stands with Ukraine*, dont le nom chinois 台灣烏克蘭陣線 traduit littéralement implique justement une ligne de front commune gardée par Taïwan et l'Ukraine (2). Très dynamique, connectée aux ressortissants ukrainiens à Taïwan, pilotée par des jeunes des milieux étudiants, du journalisme et des petits partis, elle est à l'origine de nombreuses manifestations bien relayées médiatiquement. Il y a ainsi eu de multiples manifestations devant l'ambassade *de facto* de la Russie à Taipei, des marches de solidarité à large affluence et un grand nombre de dons à l'Ukraine. De multiples clubs de réflexions discutent de la guerre, les articles de *think tanks* et de presse au sujet de la défense de Taïwan se multiplient. Au niveau encore plus local, on remarque d'autres petits signes de soutien, des drapeaux ukrainiens arborés à la devanture des mairies aux discussions avec le marchand de thé glacé. Le sujet politique se réinvite aussi dans les familles... Pour les Taïwanais, l'Ukraine ressemble à ce nouvel ami sorti de l'obscurité par une action aussi inattendue que décisive, et que l'on apprécie sincèrement sans encore bien le connaître.

(1) Hugo Tierny, "Taïwan : le soft power, antidote contre l'isolement diplomatique ?", *Asialyst*, 8 novembre 2018, [disponible ici](#)

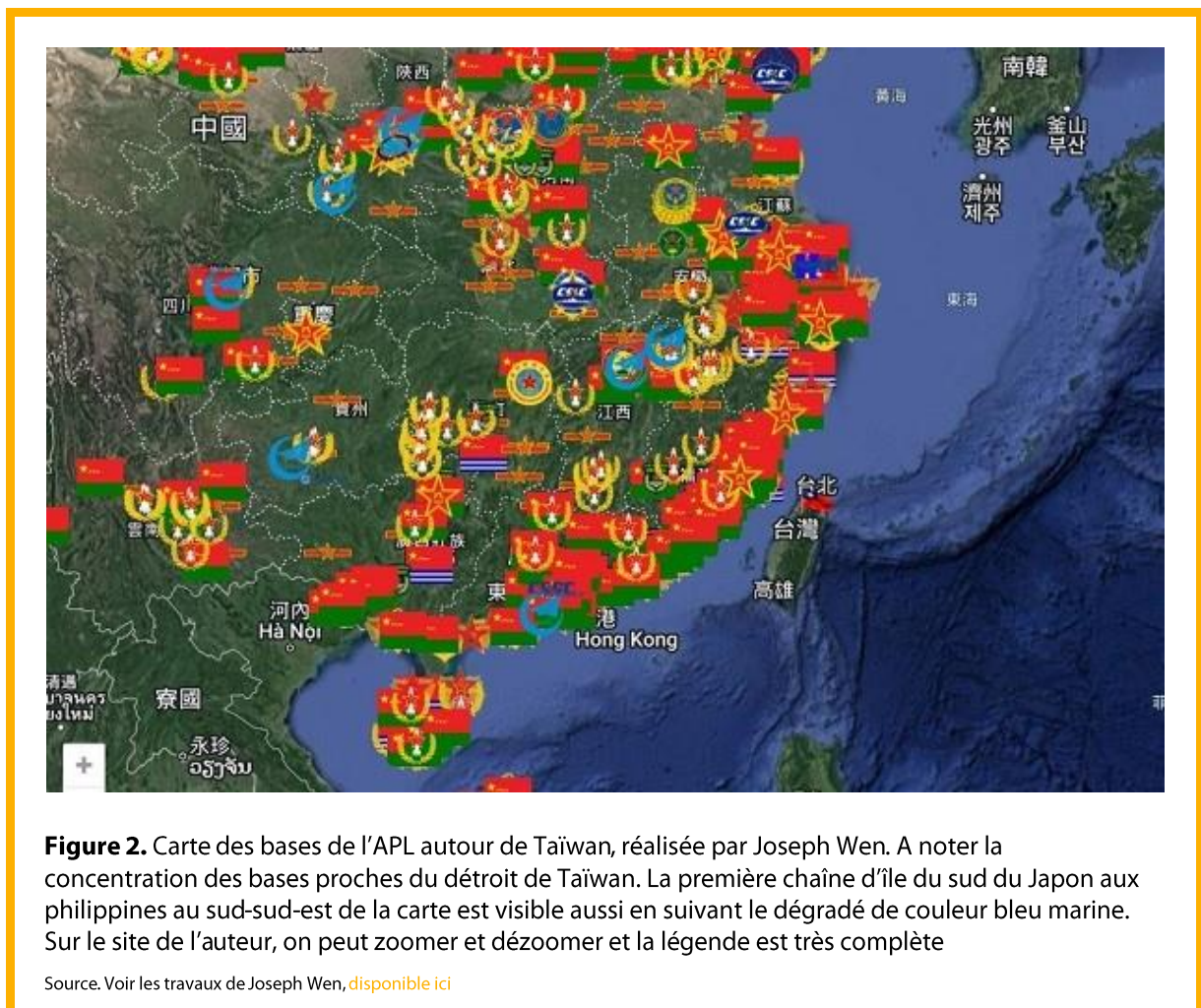
(2) Voir la page Facebook du groupe, [disponible ici](#)



Stratégie de la Chine, soutien des États-Unis : les incertitudes géostratégiques

Il est malaisé de dire quels effets la guerre d'Ukraine aura sur les calculs stratégiques de la Chine envers Taïwan. Ce qui est sûr, c'est que l'armée chinoise se prépare depuis des décennies à un scénario taïwanais (Figure 2), et que Pékin a dit et répété son objectif (1). L'expérience militaire en demi-teinte de la Russie en Ukraine va aussi encourager les Chinois à s'armer d'autant plus pour augmenter leurs chances de l'emporter. Pour Taipei les choses sont donc claires et posées de longue date.

Pékin a ainsi argué de la visite de Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des représentants des États-Unis à Taipei le 2 août 2022, pour mener une série d'exercices militaires d'une ampleur sans précédent tout autour de Taïwan. Sans entrer dans les eaux territoriales taïwanaises, l'APL s'est fortement approché



(1) Report on Military and Security Developments Involving the People's Republic of China, U.S. Department of Defense (DOD), 2021, [disponible ici](#)

en suivant un scénario d'encerclement naval et aérien de l'île (**Figure 3**). Le message est clair : Pékin veut montrer que la situation militaire dans le détroit de Taïwan a tourné à son avantage ainsi que sa capacité à interdire l'accès au théâtre taïwanais à un possible soutien américain **(1)**. A Taïwan, on craint aussi que l'APL routinise ces mouvements, avec le stationnement permanent d'importants volumes de forces face à l'île, réduisant d'autant le temps d'alerte des défenseurs **(2)**. Le contraste est donc assez net avec les exercices militaires chinois de 1996, qui exprimaient davantage la colère que des capacités réelles... A la dérision de l'époque à l'égard de la menace présentée par la « nage d'un million d'hommes » de l'APL **(3)** succède en 2022 l'inquiétude face à une « nouvelle normalité » **(4)**.

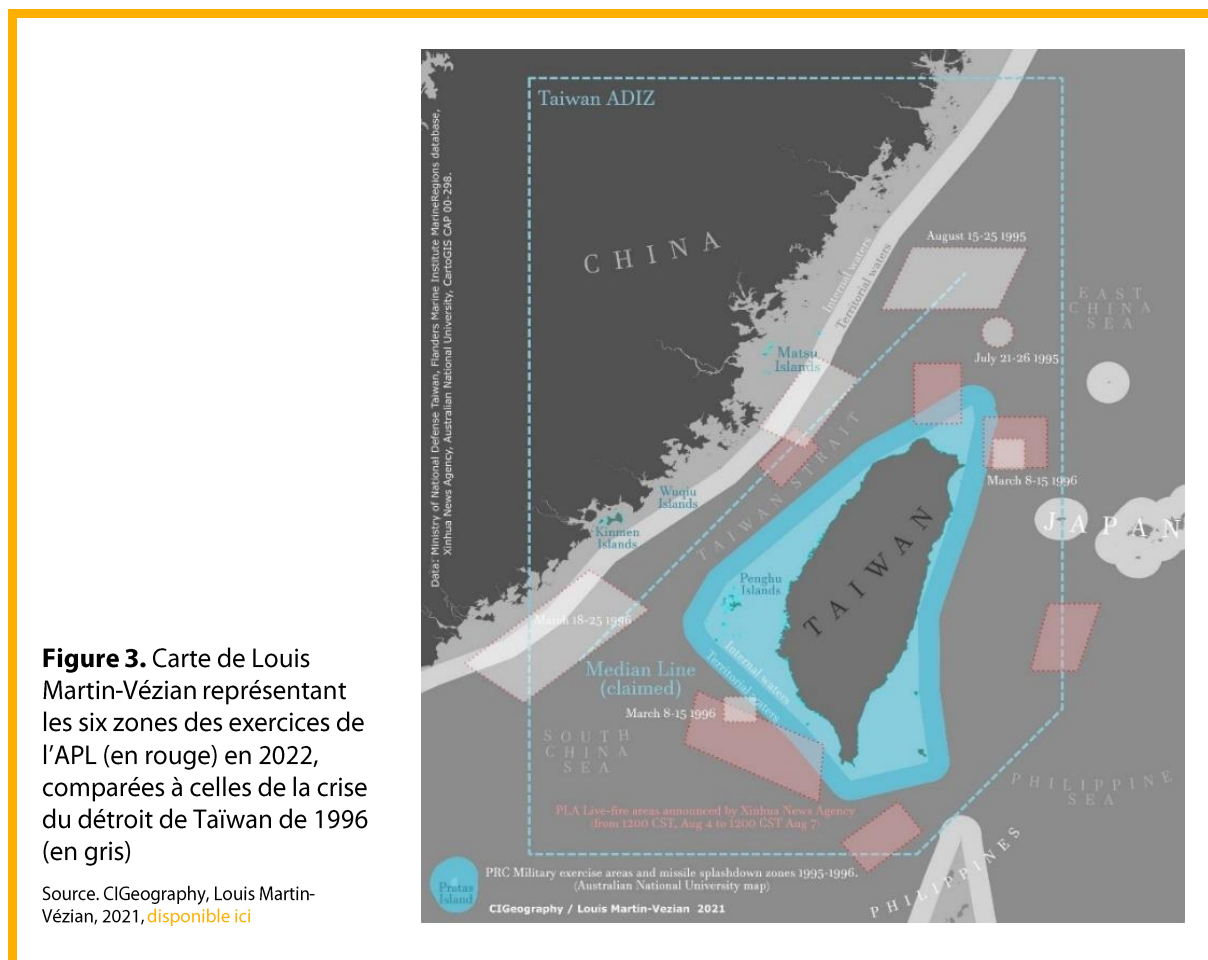


Figure 3. Carte de Louis Martin-Vézian représentant les six zones des exercices de l'APL (en rouge) en 2022, comparées à celles de la crise du détroit de Taïwan de 1996 (en gris)

Source: CIGeography, Louis Martin-Vézian, 2021, [disponible ici](#)

Pour le moment, ces bruits de bottes demeurent surtout un moyen pour le Parti Communiste Chinois (PCC) de faire peur en maintenant un niveau constant de tension **(5)**. Mais la crédibilité de la menace augmente au fur et à mesure que Pékin accroît sa capacité à passer à l'acte. L'usage de la force gagne aussi en attrait alors que les pressions économiques et politiques chinoises influencent peu le choix des

(1) "Les exercices dans le détroit de Taïwan les plus puissants jamais conduits par l'APL – expert: s'approcher de façon inédite de l'encerclement de Taïwan [解放军历次台海演习中力度最大一次 专家: 逼近合围台岛 前所未有的]", *Renmingwang* [人民网], 6 août 2022, [disponible ici](#)

(2) Entretien avec des experts taïwanais

(3) Patrick E. Tyler, "China's Military Stumbles Even as Its Power Grows", *The New York Times*, 3 December 1996, [disponible ici](#)

(4) Stacy Hsu, Ko Lin, "China's drills a 'new normal' aimed at changing status quo: Experts", *Focus Taiwan*, 5 August 2022, [disponible ici](#)

(5) Denny Roy, "Rumors of War in the Taiwan Strait", *The Diplomat*, 20 mars 2021, [disponible ici](#)



Taiwanais, hostiles à tout marchandage politique avec Pékin. Étant donné l'antagonisme des buts poursuivis sur les deux bords du détroit, il n'existe pas vraiment d'espace de conciliation politique. Dans un tel contexte, Taïwan n'est pas encore tout à fait assuré de la nature exacte du soutien à espérer de la part des États-Unis, dont la politique d'« ambiguïté stratégique » perdure tant qu'elle n'est pas clairement rejetée et qu'elle garantit à Washington une certaine liberté de manœuvre. En effet, bien que le président Biden se soit plusieurs fois engagé verbalement à défendre militairement Taïwan, il n'a pas encore précisé quelle intensité prendrait exactement ce soutien (1). Or, même si l'idée d'une assistance militaire à Taïwan était déjà claire dans le *Taiwan Relation Act* de 1979 et les *Six Assurances* de 1982 (2), il ne s'agit pas de traités de défense (abrogé en 1979).

Si les déclarations de Joe Biden ne constituent donc pas tout à fait un changement en faveur de la « clarté stratégique », qui fait encore débat, nous assistons néanmoins à un glissement en ce sens dans un contexte de renversement du rapport de force militaire entre la Chine et Taïwan. Dans cette situation, et puisque Washington veut dissuader Pékin de passer à l'acte, celui-ci se trouve progressivement pressé de clarifier ses intentions mais en faisant attention que cela ne puisse être interprété comme un changement de politique franchissant les lignes rouges de Pékin. C'est à ce numéro d'équilibriste complexe, justifiant d'importantes contorsions sémantiques afin de satisfaire chaque besoin, auquel nous assistons. Pour le reste, il faut savoir lire entre les lignes : même si Washington ne veut pas d'une guerre avec Pékin, il n'a aucun intérêt stratégique à voir Pékin contrôler Taïwan et ne peut ignorer la menace contre un régime démocratique ami. L'ensemble de la politique américaine est cohérent avec cet état de fait. Enfin, quant au futur que Biden souhaite pour les Taiwanais, « c'est leur décision » (3). Un tel commentaire en dit plus qu'un long discours, dans le cadre bien connu du rejet massif par les Taiwanais de l'unification avec Pékin.

Pékin perçoit ces manœuvres de Washington comme une « tactique du salami », une série de stratagèmes destinés à se rapprocher sans bruit de Taïwan. Sa réponse, par la voix du porte-parole du ministère des affaires étrangères Wang Wenbin, semble cependant signaler qu'elle voit clair dans cette confusion entretenue par Washington : « *La Chine a du bon vin pour ses amis, et un fusil de chasse pour les chacals* » (4). On le voit donc bien, dans ce cycle d'actions et réactions, chaque camp accuse l'autre de modifier le *statu quo* dans le détroit de Taïwan. Dans un sens, pour Washington (5) et Taipei (6), c'est le fait de Pékin, par ses mouvements militaires et ses menaces contre Taïwan. Dans l'autre, pour Pékin (7), c'est le rapprochement entre Taipei et Washington, qu'elle perçoit comme menaçant et qui justifierait son militantisme. Or ce *statu quo*, en présence d'acteurs aux buts incompatibles, n'était que l'expression commode d'un équilibre des forces à peu près stable entre Taïwan et la Chine, et acceptable pour les États-Unis. L'expression s'est vidée de sa substance depuis la montée en puissance économique et

(1) Le lundi 23 mai 2022 (et de façon similaire le 18 septembre 2022), à la question de savoir si Taïwan défendrait militairement Taïwan, Biden a répondu « oui », puis « nous avons un engagement en ce sens ». Il est très peu probable qu'il s'agisse d'un des fameux « *slip of the tongue* » de Biden. Les États-Unis utilisent la latitude permise par le flou des règlements concernant Taïwan pour augmenter leur soutien militaire mais ce dernier peut prendre de multiples formes et se décliner en différents niveaux d'intensité. Il faut lire les déclarations successives de Biden comme des avertissements à la Chine et de nouvelles assurances à Taïwan. L'ambiguïté stratégique n'est pas morte mais est plus ambiguë que jamais. Pour un bon commentaire sur ces questions, voir Michael Clarke, Matthew Sussex, *Why "Strategic Ambiguity" Trumps "Strategic Clarity" on Taiwan*, RUSI, 24 novembre 2021, [disponible ici](#)

(2) Pour plus de détails sur le TRA, Voir le site de l'American Institute in Taiwan (AIT), [disponible ici](#). Et voir le site du *Congressional Research Service* du gouvernement américain pour les 6 assurances de Reagan à Taïwan en 1982, [disponible ici](#)

(3) "Joe Biden affirme que les États-Unis défendraient Taïwan en cas d'invasion chinoise", *Le Monde*, 19 septembre 2022, [disponible ici](#)

(4) "Biden déclare qu'il n'y a pas de changement de politique à l'égard de Taïwan. Réaction de la Chine : un fusil de chasse pour les chacals [拜登表示對台政策未改變 中國：豺狼來了有獵槍]", *CNA*, 24 mai 2022, [disponible ici](#)

(5) Daniel Flatley, "Blinken Says China Seeking to Change Status Quo With Taiwan", *Bloomberg*, 5 août 2022, [disponible ici](#)

(6) "Tsai accuses China of unilaterally changing status quo, RTI, non daté, [disponible ici](#)

(7) Wen Xian, "Malevolent forces: How hypocritical US says one thing and does the opposite on Taiwan question?", *Global Times*, 7 juin 2022, [disponible ici](#)

militaire chinoise, nourrissant un mouvement de balancier de la part de Taipei et Washington et le retour d'un inéluctable rapport de force militaire. Ce « *blame game* » qui perdure entre chaque acteur trahit donc surtout une situation très dynamique, et non moins source de dangers, où chaque camp tente de manœuvrer et d'utiliser le terrain à son avantage.

A ce sujet, la guerre en Ukraine rappelle qu'un défenseur peut tenir longtemps contre un attaquant en supériorité numérique, en particulier lorsqu'il reçoit le soutien d'un tiers. Mais Pékin n'a pas attendu l'enlèvement russe pour se préparer. En 2015, la marine chinoise dévoilait sa stratégie de « Défense des mers proches, protection des mers lointaines » (1). Sur un périmètre étendu aux océans Indien et Pacifique, il s'agit de répondre à la menace d'une interposition de l'*US Navy* dans un conflit taïwanais par l'extension au grand large de la profondeur maritime de la Chine, créant de nouveaux dilemmes stratégiques et menaçant les lignes de communication de ses adversaires. La montée en puissance de l'APL autorise désormais de telles ambitions (2). C'est l'un des intérêts de long terme des *Routes de la soie maritimes (BRI)* et de la mise à profit des dépendances économiques à l'étranger par la prise de contrôle d'infrastructures portuaires (Cambodge, Sri Lanka, Pakistan, îles Salomon, Maldives et d'autres) (3). Le discret accord signé avec les Îles Salomon en fournit un exemple car c'est bien Taïwan que les dirigeants chinois ont en tête (4). Signe des temps, le gouvernement des Îles Salomon refusait déjà fin août une escale à un garde côte américain (5). La Chine semble construire patiemment sa propre chaîne d'îles et multiplie, dans l'immensité des océans Pacifique et Indien, les obstacles visant à empêcher le déploiement du *Quad*, le projet d'alliance de Washington contre Pékin. De cette façon, elle espère aussi imposer à Taipei un affrontement à un contre un. Enfin, usant de « la guerre du droit » (6) et visant les transits de l'*US Navy* dans le détroit de Taïwan, Pékin affirme, c'est nouveau, que ce dernier ne constitue pas des eaux internationales. En même temps, Pékin s'aménage un cadre légal pour des « opérations militaires à l'étranger », ayant pour but à la fois de « protéger la souveraineté territoriale » et ses « voies de transport maritimes » (7). Le *timing* et le langage inquiètent à Taïwan. La France y a répondu le 7 juillet, par l'entremise de l'amiral Rey, réaffirmant que « le détroit de Taïwan constitue des eaux internationales » (8).

Prévoir la stratégie que suivra l'APL lors d'une attaque contre Taïwan est impossible mais les scénarios les plus discutés incluent l'invasion amphibie, le bombardement et le blocus aérien et maritime. En pratique, une campagne montant en intensité mélangerait des éléments des trois (9). On entend souvent que Pékin pourrait ne s'en prendre qu'à certaines des îles contrôlées par Taipei proche du rivage chinois (Kinmen, Matsu) ou en mer de Chine méridionale (Itu Aba) à des fins de signal politique. Cela dit, certains officiers Taïwanais doutent des gains que la Chine tirerait d'un mouvement unique contre ces cibles, contreproductif stratégiquement et symboliquement si non suivi contre Taïwan (10).

(1) "La marine réalise progressivement la transformation du type de défense offshore à la combinaison de type défense offshore et escorte dans les mers lointaines [海軍逐步實現近海防禦型向近海防禦與遠海護衛型結合轉變]", *Chine Nouvelle*, 26 mai 2015, [disponible ici](#)

(2) Office of the Secretary of Defense, *Military and Security Developments Involving the People's Republic of China in 2020*, Annual Report to U.S. Congress, Washington DC, 2020, [disponible ici](#)

(3) Du Debin et Ma Yahua [杜德斌, 马亚华], "BRI : La grande géostratégie de l'émergence de la Chine ["une route" : 中华民族复兴的地缘大战略]", *Geographical Research*, No. 6, 2015, pp: 1005-1014. Et Yan Xuetong [閻學通], "La périphérie au sens large est encore plus importante que les États-Unis [整體的周邊比美國更重要]", *Global Times* [環球時報], 15 janvier 2015, [disponible ici](#)

(4) Jack Detsch, "China Attempts a Victory Lap in the South Pacific", *Foreign Policy*, 2 juin 2022, [disponible ici](#). Et Cleo Paskal, "China winning entropic warfare in Pacific Islands", *The Sunday Guardian Live*, 4 juin 2022, [disponible ici](#)

(5) "Solomon Islands Refuses to Allow US Ship to Make Port Call", *The Defense Post*, 29 août 2022, [disponible ici](#)

(6) Un des trois piliers des « trois guerres » de l'APL. Voir Carine Monteiro da Silva, "(Re)découvrir la stratégie chinoise des "Trois guerres" : guerre de l'opinion publique, guerre psychologique, guerre du droit", *Centre Thucydide*, ThucyBlog n° 143, 1 juillet 2021, [disponible ici](#)

(7) Chong Jieh, "La guerre juridique du PCC dans le détroit de Taïwan [中共針對臺灣海峽的法律戰]", *Storm*, 20 juin 2022, [disponible ici](#)

(8) Yang Cheng-yu et William Hetherington, "Strait belongs to all: top French officer", *Taipei Times*, 11 juillet 2022, [disponible ici](#)

(9) Ian Easton, *The Chinese invasion threat. Taiwan's defense and American strategy in Asia*, Eastbridge Books, 2019

(10) Entretien avec un ancien chef d'État-major et d'autres experts

En tant qu'île, Taïwan serait relativement plus « simple » à isoler que l'Ukraine (Figure 4). Par sa taille, elle ne dispose que d'un nombre limité de ports en eaux profondes capable d'accueillir des navires de grand tirant d'eau, tels que Keelung et Kaohsiung. *Soft* ou *hard*, un blocus pourrait intervenir en amont d'une attaque, ou concurremment. On a ainsi entendu parler de blocus chinois progressif de l'île, laissant entrer certaines marchandises tout en bloquant les importations d'armements (1). Mais il faudrait que la Chine arraisonne et fouille tout en mer, ce qui est impossible. Les Taïwanais espèrent tout de même que les armements commandés arrivent *avant* le début d'un conflit... Mais à cause de la guerre en Ukraine, ces livraisons risquent d'être retardées (2). Quant au minage par les Taïwanais de leurs approches maritimes, il peut être rendu malaisé entre autres par la dépendance de l'île à ses imports énergétiques (LNG) qui lui parviennent tous par bateau. Et peu de sources sont disponibles sur l'état des stocks taïwanais.

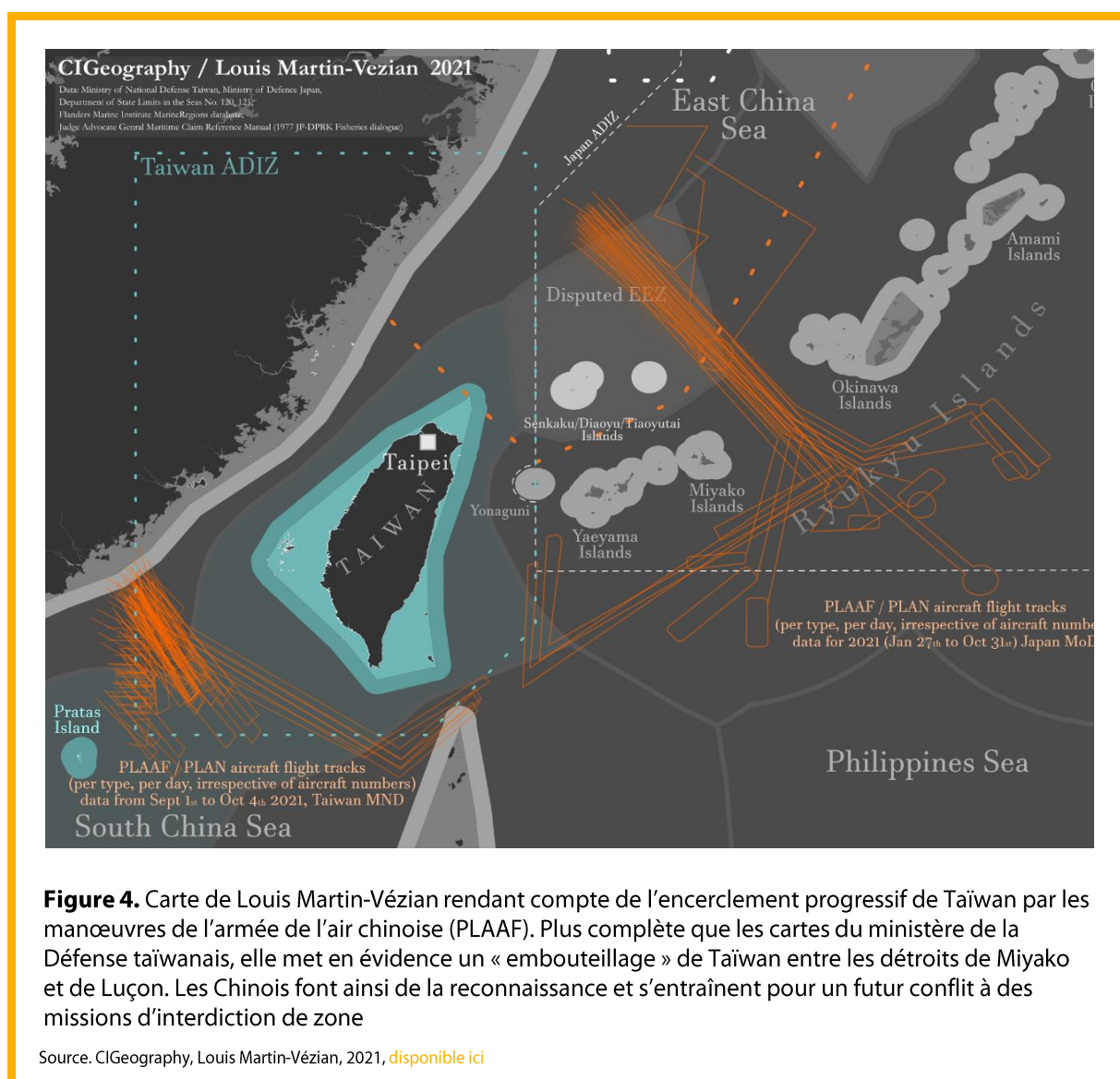


Figure 4. Carte de Louis Martin-Vézian rendant compte de l'encerclement progressif de Taïwan par les manœuvres de l'armée de l'air chinoise (PLAAF). Plus complète que les cartes du ministère de la Défense taïwanais, elle met en évidence un « embouteillage » de Taïwan entre les détroits de Miyako et de Luçon. Les Chinois font ainsi de la reconnaissance et s'entraînent pour un futur conflit à des missions d'interdiction de zone

Source. CI Geography, Louis Martin-Vézian, 2021, [disponible ici](#)

(1) Selon Robert Blackwill and Philip Zelikow, *The United States, China, and Taiwan: A Strategy to Prevent War*, Council on Foreign Relations, Council Special Report No. 90, février 2021, [disponible ici](#)

(2) Yu Nakamura, "Taiwan faces delays in U.S. arms deliveries due to Ukraine war", *Nikkei Asia*, 4 juillet 2022, [disponible ici](#)

La défense de Taïwan en débat : le choix ou non de l'asymétrie

Même si le rapport de force dans le détroit de Taïwan a basculé en faveur de Pékin, la sortie en haute mer de la marine chinoise la place face à des dilemmes d'accès favorisant la défense de Taïwan (1). De fait, prévenir la supériorité absolue de la Chine dans les cieux et sur les mers du détroit, condition importante pour organiser un débarquement, constitue une mission critique pour Taïwan (2). Pour nombre d'experts, cette mission implique que Taipei accorde une place importante à l'« asymétrie ». L'idée est de contrer la Chine en tirant profit de la géographie et en acquérant des armements ciblant les faiblesses de l'APL le temps que le soutien américain s'organise. C'est donc d'une sorte de retournement de la stratégie A2/AD chinoise dont il s'agit (3). La réforme de l'appareil de défense taïwanais en faveur de l'asymétrie avait décollé en 2017 sous l'impulsion du chef d'État-major l'Amiral Lee Hsi-ming et de son concept phare *Overall Defense Concept* (ODC) (4). Il s'agissait d'une réorganisation de l'armée en faveur de la mobilité, de la décentralisation du commandement et de la dotation en armements dispersés et à haute capacité de survie. L'essence de la stratégie ODC était « un grand nombre de petites choses ». La résistance de l'Ukraine, avec sa combinaison d'anti-char et d'anti-aérien, servie par une armée suppléée par une force de réserve motivée et bien renseignée, donne du poids à cet argument (5).

Faire ce choix permettrait à Taïwan de survivre à une première frappe de missiles balistiques par l'APL et de cibler efficacement avions et navires ennemis avant qu'ils n'atteignent les rives taïwanaises. Comme le note l'Amiral Lee Hsi-ming, « la bande littorale constitue la zone et l'étape du conflit où l'avantage de Taïwan est maximisé, et où sa force militaire est la plus léthale » (6). Il ne s'agit cependant pas de négliger la marine et la flotte de chasse, dont les missions en temps de paix, pour ne pas donner les clefs du détroit à l'APL, ne sont pas mises en cause. Mais les partisans de cette stratégie notent que, pendant les quinze premiers jours du conflit, la Russie a tiré 600 missiles sur une Ukraine seize fois plus large, provoquant un affaiblissement significatif de sa capacité de riposte aérienne. A Taïwan, on s'attend à ce même nombre d'impacts en quelques heures (7).

Les partisans de l'asymétrie estiment donc que Taïwan n'a pas le choix de la doctrine. Pour eux, investir dans des capacités de déni d'accès aura toujours un effet plus dissuasif qu'une poignée de frégates et d'avions de chasse neufs contre une armée chinoise au budget vingt fois supérieur et dont la flotte se renforce au rythme de l'équivalent du tonnage de la marine française tous les quatre ans. Cette stratégie visant à faire de l'île une grande batterie côtière renvoie à Sun Tzi : « Si l'ennemi approche en traversant

(1) Voir Hugues Eudeline, « Taïwan-Ukraine : quel parallèle entre les stratégies maritimes de la Chine et de la Russie ? », *Le Figaro*, 5 août 2022, [disponible ici](#)

(2) Voir par exemple la série de *hearings* au Congrès des États-Unis de l'hiver 2021 sur le site de la *U.S.-China Economic and Security Review Commission*, [disponible ici](#)

(3) Ce terme d'origine américaine désigne les capacités militaires défensives et asymétriques d'un acteur servant à interdire l'accès d'un territoire à un adversaire, ainsi que les moyens visant à y entraver sa liberté de manœuvre. Voir Christopher J. McCarthy, *Anti-Access/Area Denial: The Evolution of Modern Warfare*, U.S. Naval War College, mai 2010

(4) Lee Hsi-ming et Eric Lee, "Taiwan's Overall Defense Concept, Explained", *The Diplomat*, 3 novembre 2020, [disponible ici](#)

(5) Hilton Yip, "Taiwan Is Rethinking Defense in Wake of Ukraine Invasion", *Foreign Policy*, 28 février 2022, [disponible ici](#)

(6) Lee Hsi-ming et Eric Lee, *op. cit*

(7) Paul Huang, "Threats to Taiwan's Security from China's Military Modernization", *Meeting China's Military Challenge. Collective Response of U.S. Allies and Security Partners*, The National Bureau of Asian Research, NBR Special Report No. 96, pp: 25-36, [disponible ici](#)



une rivière, il ne faut pas aller à sa rencontre au milieu du courant » (1). Les Américains approuvent et encouragent l'idée (2).

Il existe certes un consensus à Taïwan sur la réalité de la menace et le besoin de se renforcer, avec la décision fin août d'augmenter pour la sixième année consécutive le budget de la défense (3). Mais le diable se niche dans la question du « comment » cet argent sera utilisé, et le poids des habitudes. Pendant des décennies, c'était l'armée taïwanaise qui patrouillait devant les côtes chinoises et non l'inverse. Ensuite, les années post-2000 de rapprochement entre les deux rives, en combinaison d'une croyance très partagée en une démocratisation chinoise progressive induite par le doux commerce, ont obscurci la réalité d'une modernisation militaire entièrement tournée contre Taïwan. Or, le ministère de la Défense de Taïwan est souvent décrit comme une administration assez conservatrice, attachée aux armements de prestige et dont la relation au pouvoir politique est historiquement délicate. Ce dernier est revenu sur l'ODC depuis le départ de l'amiral Lee à la retraite en 2019 et les achats d'armements de type conventionnel se sont depuis multipliés, avec la commande de plus d'une centaine de chars lourds Abrams et des dizaines de F-16 Viper, quand la *Revue de défense nationale* de 2021 listait comme ambitieux objectifs le contrôle des mers et des cieux du détroit (4). Plusieurs analystes critiquent un manque de réalisme et un attachement chimérique à la « symétrie » (5).

Il est possible que le ministère de la Défense rechigne à accorder plus de place à l'asymétrie car le maintien d'une force de chasse et d'une marine hauturière lui laisserait l'option, psychologique, de disputer à l'APL la supériorité aérienne et navale au-delà des mers du détroit, et donc garder l'espoir de ne pas livrer bataille sur Taïwan même (6). Selon ce point de vue, les capacités conventionnelles sont davantage utiles pour défaire un blocus chinois sans se reposer sur le seul espoir d'une intervention américaine... C'est l'argument que les contempteurs de l'asymétrie ont utilisé à la suite des exercices militaires d'août 2022, soulignant que dans ce cas précis, et en temps de paix, avions de chasse et larges unités navales ont été centraux dans la réponse taïwanaise, en permettant d'intercepter les intrus (7). C'est exact, mais cette analyse caricature aussi l'ODC en laissant entendre qu'elle mènerait à renoncer à tout moyen conventionnel. Pourtant, ses partisans ont toujours appelé à maintenir une telle capacité de combat pour parer à ces pressions en temps de paix, mais dans un cadre plus généralement asymétrique afin de préparer l'armée à répondre aux besoins d'un conflit réel. Malgré ces arguments, le budget de la défense taïwanais demeure déséquilibré en faveur du conventionnel et les missions de l'armée étalées sur un très large éventail. C'est en contradiction avec l'approche de l'ODC conseillant de hiérarchiser les priorités, dans le cadre de ressources limitées en temps et argent et d'un écart entre forces chinoises et taïwanaises condamnant toute approche opposant pilote contre pilote et marin contre marin. La dispute, comme souvent à Taïwan, touche aux équilibres partisans.

(1) Analogie empruntée à Valérie Niquet dans sa traduction de Sun Tzi, *L'Art de la guerre*, Économica, Bibliothèque stratégique, 2011

(2) Robert Delaney et Joshua Cartwright, "US will keep supporting Taiwan's 'asymmetric' defence efforts, Antony Blinken says", *SCMP*, 27 avril 2022, [disponible ici](#)

(3) Yimou Lee, Ben Blanchard, "Taiwan aims for big rise in defence spending amid escalating China tension", *Reuters*, 25 août 2022, [disponible ici](#)

(4) Ministry of National Defense, *Quadrennial Defense Review 2021*, [disponible ici](#)

(5) Michael Hunzeker, "Taiwan's Defense Plans are Going Off the Rails", *Warontherocks*, 18 novembre 2021, [disponible ici](#)

(6) Comme le suggérait à l'auteur le directeur d'un centre de recherche prestigieux de Taipei.

(7) Yang An (楊安), "L'exercice militaire chinois simule un blocus de Taïwan - les armes asymétriques pourraient être inutiles [中國軍演模擬「環台封鎖」 台灣不對稱武器恐無用武之地?]" *VOA News*, 8 août 2022, [disponible ici](#)

L'esprit de l'ODC était soutenu par Tsai Ing-wen (1). Mais le parti d'opposition Kuomintang (KMT), dont la frange droite reste influente parmi certains officiers supérieurs, penche vers un rejet de l'asymétrie (2). Pour garantir la paix dans le détroit, le KMT semble plutôt pencher vers une politique d'apaisement avec Pékin impliquant de prendre quelques distances avec les États-Unis (3). Mais cette stratégie interroge du point de vue militaire car elle oublie le principe de dissuasion et occulte le déséquilibre des forces dans le détroit. Elle interroge donc aussi politiquement, l'objectif final recherché par Pékin étant l'unification et non un *modus vivendi* comme le suggère avec force le tout récent précédent hongkongais, repoussoir à Taïwan.

Pour d'autres, c'est la culture stratégique de certains cadres militaires qui ralentirait le changement. D'après l'amiral Lee, plus les officiers sont âgés, plus ils sont attachés aux « symboles de puissances » que constituent les Abrams et les F-16 (4). Avec l'âge, certains ont pu être marqués par l'époque où l'indépendantisme constituait un péril plus redouté encore qu'une invasion communiste et alors que l'armée constituait le bras armé du KMT, parti unique. Il en ressort un sentiment parfois ambigu envers la Chine, chez une minorité de vieux officiers et à la droite du KMT dont, exemple s'il en est de proximité avec le PCC, l'ex-candidate à la présidentielle de 2016 s'est rendue sur place soutenir les « efforts anti-terroristes » de ce dernier au Xinjiang (5). L'invitation de certains officiers à des voyages organisés en Chine ont en outre fait scandale à Taïwan, déjà confrontée à des problèmes d'espionnage (6). L'auteur a rencontré l'un d'eux, ex-commandant de frégate à la retraite, regrettant leur interdiction et rappelant qu'y désobéir lui couperait sa retraite. À l'inverse, le très anti-communiste général Yu Bei-chen relatait que certains de ses anciens collègues de la conservatrice faction *Huang Fuhsing* du KMT, historiquement influente parmi les officiers supérieurs, ne cessaient de fulminer contre le gouvernement tout en chantant les louanges du régime de Pékin (7). On peut cependant gager qu'il s'agit d'une minorité socialisée dans un Taïwan très différent de celui d'aujourd'hui.

On pourrait chercher d'autres obstacles à la réforme de la doctrine de défense dans une relation difficile entre le gouvernement civil et l'armée, alors que nombre d'élus en poste aujourd'hui à Taïwan sont issus d'une société civile longtemps réprimée par les militaires (8). Les deux mondes se parlent et se mélangent donc peu. Par exemple, les postes d'inspecteurs généraux de l'armée ont toujours été occupés par des militaires, ce qui n'est peut-être pas une garantie de supervision civile (9).

Même si le déroulé de la guerre en Ukraine a fourni des arguments aux réformateurs de l'armée, peu de choses nouvelles semblent avoir été entreprises pour le moment. La promesse de renforcer la durée de l'entraînement des réservistes à travers un programme d'essai déjà terminé (10) constitue une des seules indications tangibles d'un changement d'atmosphère au sein du ministère de la Défense. Or, pour le

(1) "Transcript: President Tsai Ing-wen Discusses the Diplomatic, Security, and Economic Challenges Facing Taiwan", *Hudson Institute*, 12 août 2020, [disponible ici](#)

(2) Dee Wu, "The KMT's Defense Policy: Toward a Symmetric Posture", *The Diplomat*, 1er avril 2022, [disponible ici](#)

(3) Liu Wan-lin [劉宛琳], "Les États-Unis nous aideront-ils en cas de guerre ? Pour Ma ying-jeou, les États-Unis vendront des armes mais n'envoieront pas de troupes [台灣遇戰事美會幫忙？馬英九：美國會賣武器不會出兵]", *United Daily News*, 27 février 2022, [disponible ici](#). Et "Don't call us pro-China, Taiwan opposition chief says in U.S.", *Reuters*, 6 juin 2022, [disponible ici](#)

(4) Entretien avec l'auteur

(5) "Former KMT chairperson refutes rumors about Xinjiang", *Xinhua*, 26 mai 2022, [disponible ici](#)

(6) Y. Lee, D. Lague, "Chinese spies have penetrated Taiwan's military, case documents reveal", *Reuters*, 20 décembre 2021, [disponible ici](#)

(7) Shi Hsiao-guang [施曉光], "Yu Beichen : Huang Fuxing préférerait une réunification du détroit plutôt que de se soumettre au pouvoir du DPP [于北辰：黃復興主委寧可兩岸統一 也不願意屈服民進黨統治]", *Liberty Times*, 9 septembre 2022, [disponible ici](#)

(8) Enoch Wu, "Taiwan's Failure to Face the Threat From China", *The New York Times*, 17 mai 2017, [disponible ici](#)

(9) Liste complète sur *Wikipedia*, [disponible ici](#)

(10) Pour les photos et le langage utilisé, voir la page officielle de l'armée de terre sur Instagram, [disponible ici](#)



service militaire, le problème n'est peut-être pas autant la durée que le contenu (1). Les jeunes parlent souvent de perte de temps, avec beaucoup d'attente, de tâches administratives, de nettoyage et autres corvées. Par exemple, le service n'offrirait pas vraiment d'entraînement tactique, à l'utilisation de moyens de communication cryptés ni au maniement d'engins antichars et anti-aériens. Les exercices de tir seraient peu nombreux, avec peu de coups tirés et on ne dirait pas toujours si le conscrit a atteint sa cible. Mais on n'oublierait pas les chants militaires et la traditionnelle chorégraphie baïonnette au canon : les témoignages concordent (2).

L'armée part aussi avec un malus dans sa relation avec la jeunesse. Rarement auparavant la carrière militaire n'a constitué le choix des Taïwanais les plus attachés à la souveraineté de l'île pour la raison que c'est l'armée qui a pensé et réprimé le mouvement national à Taïwan jusqu'à la démocratisation des années 1990. Chiang Kai-shek était un militaire et son fils le directeur de la police secrète. Jusqu'il y a peu, le service était très impopulaire et la dynamique politique en faveur de sa suppression pure et simple était forte (3). En 2013, la mort par épuisement d'un conscrit puni pour une faute mineure avait révolté l'opinion publique. Le mouvement s'était alors traduit par des pressions politiques pour alléger la conscription et diversifier ses voies vers la police, les garde-côtes, etc. (4) Souffrant de plusieurs problèmes institutionnels et logistiques (5), l'armée continue aussi d'éprouver des difficultés pour remplir ses quotas de recrutement (6).

Aujourd'hui pourtant, sous l'effet de la menace chinoise, dans les petits partis et les clubs de réflexion politiques progressistes, on valorise partout l'effort de défense : ici, on tiendra un colloque sur l'extension du service militaire ; là, on organisera des stages d'auto-défense où l'on apprendra par exemple à différencier l'uniforme de l'APL de celui de l'armée nationale. Alors que le gouvernement a longtemps peiné dans ses campagnes d'information pour revigorer l'attractivité du secteur de la défense, le voilà pressé d'accélérer ! Il ne faut jamais perdre de vue que les débats sur la défense à Taïwan sont soumis aux aléas d'une situation politique changeante... Rappelons enfin que dans un contexte mondial de retour des « Etats-puissances », Taïwan n'a pas été le seul à décider tardivement de réarmer (7).

(1) Un article de l'auteur revient plus en détail sur le contenu du service militaire à Taïwan et tous les autres soucis institutionnels et logistiques frappant l'armée de terre taïwanaise. Voir Hugo Tierny, "L'armée taïwanaise au défi de l'asymétrie contre la Chine", *Stratégique*, 2021/1 (N° 125), p. 115-153, [disponible ici](#)

(2) *Ibid.*

(3) Quelques détails sont fournis par un reportage de la PTS [公視新聞網] datant de 2014, [disponible ici](#)

(4) "Taiwan protest over Hung Chung-chiu death", *BBC*, 3 août 2013, [disponible ici](#)

(5) Paul Huang, "Taiwan's Military Has Flashy American Weapons but No Ammo", *Foreign Policy*, 20 août 2020, [disponible ici](#)

(6) Paul Huang, "Taiwan Military is a Hollow Shell", *Foreign Policy*, 15 février 2020, [disponible ici](#)

(7) Patricia Mirallès, Jean-Louis Thiériot et al., Députés, *Rapport numéro 5054 d'information déposé à l'Assemblée nationale par la commission de la défense nationale et des forces armées en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la préparation à la haute intensité*, Assemblée nationale, XVème législature, 17 février 2022, [disponible ici](#)

Une « défense territoriale » ?

La guerre en Ukraine a induit un changement d'opinion, surtout chez les jeunes. Si les jeunes protestent contre la vacuité générale du service militaire, ils ne bottent pas pour autant tous en touche (1). En cas de conflit, nombreux demeurent ceux qui souhaitent apporter leur contribution, par les armes ou non. Le précédent ukrainien suggère aussi que la résistance peut être forte dès lors qu'il s'agit de protéger sa maison et sa famille.

Il y a plutôt donc une *demande* de défense à Taïwan, qui s'imbrique à l'idée très débattue de création d'une « force de défense territoriale ». L'idée est d'entraîner des groupes auxiliaires, comme en Ukraine, à la défense de leur voisinage en leur distribuant missions et armements adaptés. Pour l'amiral Lee, il serait suffisant d'entraîner 50 000 hommes et femmes à la guerre urbaine, dont l'action déstabiliserait les arrières ennemis et donnerait du temps aux défenseurs de l'active (2). A défaut, il s'agirait d'enseigner les procédures de la défense passive et la résilience en zone de guerre, notamment lorsque l'eau et internet sont coupés, que les blessés sont nombreux et que le climat est tropical (3). Il existe bien déjà à Taïwan une structure de défense civile (sous la responsabilité de l'agence de police nationale) mais elle mériterait une large mise à jour de ses missions et effectifs (4).

Là aussi, l'idée a ses détracteurs, considérant qu'une force « paramilitaire » transformera l'entièreté de Taiwan en champ de bataille en rendant floue la distinction entre soldats et civils, et menant l'APL à ouvrir le feu sur les villes (5). Quelle importance, rétorquent les partisans de l'idée, dès lors que le front ne serait qu'une gigantesque jungle urbaine et qu'une invasion chinoise de Taïwan se doublerait d'un redoutable effort de « pacification » (6) ?

Ici aussi, le gouvernement reste discret. Au mois de juin, ce dernier a par exemple distribué un « manuel de survie » en zone de guerre, dont l'auteur s'est procuré un exemplaire. L'eau est coupée ? Après avoir vérifié que le robinet fonctionne, on vous conseille d'appeler le service client de votre fournisseur... L'affaire a débouché sur une série de commentaires caustiques et la promesse de revoir la copie (7). Anecdote à part, mettre des fusils entre les mains de civils ou la mise en place des infrastructures d'entraînement et d'accès à des matériels de guerre dans tous les quartiers va forcément s'avérer légalement et financièrement compliqué pour un Taïwan à la législation très stricte sur les armes à feu, sans parler du consensus politique à trouver.

Taiwan n'est donc pas au même niveau que certains pays dont la situation est comparable comme les pays baltes ou la Finlande, et il n'est pas certain que ces nouvelles idées vont aboutir à du concret. L'effort mériterait cependant un soutien, ne serait-ce que pour son potentiel en termes de dissuasion conventionnelle, selon Enoch Wu, le créateur de l'ONG *Forward Alliance*: « la meilleure façon de

(1) Chin Hsueh, "Taiwanese compulsory military service should be improved, not extended", *The Financial Times*, 23 juin 2022, [disponible ici](#)

(2) Adm. (Ret.) Lee Hsi-ming et Michael A. Hunzeker, "The view of Ukraine from Taiwan: Get real about territorial defense", *Warontherocks*, 15 mars 2022, [disponible ici](#)

(3) Adm. (Ret.) Lee Hsi-ming [李喜明] et Wu Yi-nong [吳怡農], "Transformation de la réserve: pour la mise en place d'une force de défense territoriale [後備的轉型：建立國土防衛部隊]", *Forward Alliance* [壯闊台灣], non daté, [disponible ici](#)

(4) James Baron, "Why Taiwan Can't Copy Ukraine's Civil Defense Blueprint", *The Diplomat*, 17 mai 2022, [disponible ici](#)

(5) Luo Qingsheng [羅慶生], "L'armée nationale modifie l'ODC et les États-Unis ralentissent ? » [國戰會論壇] 國軍調整「整體防衛構想」美國不爽？», *China Times*, 25 octobre 2021, [disponible ici](#)

(6) Dont on a déjà vu un aperçu des effets à Hong-Kong et au Xinjiang, avec la judiciarisation à outrance de toute activité dissidente et l'emprisonnement de masse

(7) Huang Tzu-ti, "Taiwan to revise war survival handbook after backlash", *Taiwan News*, 4 mai 2022, [disponible ici](#)



dissuader un conflit militaire est de démontrer une volonté crédible de résister en combinant préparation militaire et civile » (1). En cas de conflit, la vitesse de mobilisation de tous les segments de la société serait critique, ce qui implique un important travail de planification et d'organisation (2).

Ces initiatives se retrouvent pour le moment dans le secteur privé, par exemple auprès des associations de réservistes et d'anciens de l'armée d'active qui organisent leurs propres sessions d'entraînement (3). On voit aussi augmenter les réservations auprès d'ONG proposant des stages d'auto-défense tandis qu'on s'entraîne à l'*airsoft* à la guerre urbaine (4). L'auteur a participé à l'un de ces ateliers, attirant tout type de public du soldat au cadre, hommes et femmes, jeunes et moins jeunes (5). Mais sans soutien officiel, encadrement et matériel, ces programmes risquent de rester anecdotiques.

(1) Chris Horton, "Ukraine offers Taiwan a wake-up call, and lessons in resistance", *Breaking Defense*, 10 mars 2022, [disponible ici](#)

(2) Chong Jieh (揭仲), "Comment éviter de répéter les erreurs de mobilisation de la réserve en Ukraine [中華民國如何避免重蹈烏克蘭太晚動員的覆轍]", *National Policy Foundation*, 29 mars 2022, [disponible ici](#)

(3) Voir par exemple le site de la *Taiwan Military and Police Tactical Research and Development Association (TTRDA)*, [disponible ici](#)

(4) Par exemple, voir le site de l'association *Polar Light*, [disponible ici](#)

(5) Pour des témoignages de participants et leurs opinions de ces programmes d'entraînement, voir l'excellent article de Will Yang (楊智強), "Une autre option pour la défense nationale: Taïwan a-t-il besoin d'une "force de défense territoriale" formée de citoyens volontaires? [全民衛國的另一種選擇: 台灣需要民眾自願組成的「國土防衛部隊」嗎?]", *The Reporter*, 13 juin 2022, [disponible ici](#)

Les pressions américaines en question

Les débats taïwanais inquiètent le gouvernement américain, qui fait pression pour que le pays adopte une posture vraiment asymétrique (1). Washington manifeste son mécontentement en refusant de vendre à Taipei certaines armes qui n'y correspondent pas, tels que les hélicoptères de lutte anti-sous-marine *UH-60R*, les avions radars E-2D et les obusiers M109A6 (2). Certains de ses analystes regardent aussi avec circonspection les tests du nouveau navire amiral de la flotte taïwanaise, conçu pour des missions de débarquement (3). Ces manœuvres et jugements, rendus publics, ont suscité une levée de boucliers chez certains à Taïwan, prenant ombrage du « paternalisme » américain et occasionnant un autre débat sur les attributs corrects ou non de tel ou tel système d'armes (4).

L'observateur extérieur y verra des pugilats mais ces débats prennent sens dès lors qu'ils sont corrélés à l'inconnue de l'intervention américaine. Prenons l'exemple de l'avion radar E-2D. Pour viser un navire ou un avion, une batterie de défense a besoin de données acquises par divers moyens de reconnaissance. Or, Taïwan repose en partie pour cela sur une version antérieure de ces avions radars qu'elle souhaite moderniser et que Washington ne veut plus lui vendre. Ce dernier part très certainement du principe que les *Hawkeyes* seraient vite abattus et leurs *runways* matraqués par l'APL, se réservant comme en Ukraine le rôle du renseignement électronique tout en encourageant Taïwan à jouer à fond la carte de la batterie côtière correspondant à l'esprit de l'ODC que les Américains veulent voir revenir (5). Cependant, il existe peu d'informations sur le niveau actuel et les perspectives futures d'entraînement conjoint entre les forces militaires et taïwanaises, notamment au niveau des Etats-majors, ce qui serait tout à fait critique dans le cadre d'un « partage des tâches » lors d'un conflit.

Du point de vue des contempteurs de l'ODC, le refus par les États-Unis de fournir certains armements prive Taïwan d'un éventail de capacités en lui disant de réfléchir en équipe et de faire le choix de l'interopérabilité. Sauf que l'équipier en question n'a toujours pas garanti les conditions de sa participation au match... Prescrire une stratégie dont le succès dépend du bon vouloir d'un tiers est forcément délicat. Ces incertitudes américaines jouent donc un rôle dans les hésitations doctrinales de Taipei, et offrent des arguments aux opposants de la réforme. Il existe aussi une temporalité incompressible entre une commande d'armement et sa livraison (6). Or les agendas politiques changent vite et les F-16V que Taïwan reçoit aujourd'hui sont pour partie le résultat d'une commande passée en 2011 dans un contexte géostratégique radicalement différent. Il demeure enfin que ce sont des

(1) Lara Seligman, "Deadly serious': U.S. quietly urging Taiwan to follow Ukraine playbook for countering China", *Politico*, 19 mai 2022, [disponible ici](#)

(2) Michael A. Hunzeker, Alexander Lanoszka, "Real friends twists arms: Taiwan and the case for conditionality", *Warontherocks*, 27 juillet 2022, [disponible ici](#)

(3) Les défenseurs du *Yushan* considèrent que le navire sera utile en cas de crise vers les îles du détroit ou Itu Aba en mer de Chine méridionale. Le camp opposé lui réfute qu'il ne s'agit que d'un seul navire et d'un investissement démesuré pour des missions d'ordre subalterne, et que ces ressources auraient pu être mieux dépensées.

(4) Chong Jieh [揭仲], "L'incident 'M109A6', et le sérieux revers subi pour la modernisation de l'artillerie de l'armée de terre [M109A6生變, 國軍砲兵現代化重挫]", *The Storm Media*, 18 mai 2022, [disponible ici](#)

(5) Mei Fu-hsing [梅復興], "N'achetez pas, ne vendez pas' ? Comment interpréter et comprendre le refus des États-Unis de vendre des armes à Taïwan [「不准買、不許賣」？如何正確解讀與應對美國阻台灣軍購案]", *United Daily News*, 14 juin 2022, [disponible ici](#)

(6) Voir par exemple le cas de la vente des sous-marins électriques à Taïwan durant les années 2000, un serpent de mer et ayant directement mené au programme actuel de sous-marin taïwanais construits localement à Kaohsiung. Pour les sous-marins, voir le dernier et excellent reportage de Reuters : Mari Saito, Yimou Lee, Tim Kelly, Andrew Macaskill, Sarah Wu, David Lague, "As China menaces Taiwan, the island's friends aid its secretive submarine project", *Reuters*, 29 novembre 2021, [disponible ici](#)



industriels américains qui acceptent de vendre à Taïwan les *Abrams* et les obusiers qui ne correspondent pas aux souhaits du Pentagone (1).

Le soutien des Américains demeure solide, du fait de leurs propres intérêts à la stabilité du détroit de Taïwan, mais il reste aussi soumis à l'observation par Taipei de choix, politiques, stratégiques et tactiques répondant aux attentes de Washington. L'influente experte du CSIS Bonnie Glaser résume l'atmosphère : « *les États-Unis devraient se réserver toute latitude pour juger si la politique de Taipei est compatible avec les intérêts américains* » (2).

(1) Ce qui porte Washington a un double mouvement, à la fois contre l'acheteur taiwanais et les industriels américains. Voir *ibid.*

(2) Voir Bonnie S. Glaser, Michael J. Mazarr, Michael J. Glennon, Richard Haass et David Sacks, "Dire Straits - Should U.S. support for Taiwan be ambiguous?", *Foreign Affairs*, 24 septembre 2020, [disponible ici](#).



Conclusion

L'aggravation du déséquilibre des forces dans le détroit, tendance implacable condamnant l'ambition de remporter une lutte de nature symétrique contre l'APL, donne un poids considérable aux arguments des partisans d'un retour de la stratégie asymétrique pour Taïwan, qui solidifierait sa capacité de dissuasion conventionnelle tout en rassurant les États-Unis. Les lignes de progression demeurent cependant incertaines, le débat semblant coincé entre plusieurs tendances contradictoires au sein de l'armée et du monde politique.

Dans le même temps, la guerre en Ukraine et la montée des tensions dans le détroit ont frappé les consciences à Taïwan et induit un consensus sociétal en faveur d'un réinvestissement défensif massif. Au-delà même du débat doctrinal, il y a là une opportunité pour le pouvoir politique d'accélérer la réforme de l'armée dans son ensemble en complément des augmentations budgétaires déjà décidées.

La réforme constitue une question profondément politique puisque l'armée est en définitive la garante de la sécurité et de la souveraineté de Taïwan. Or, la perception d'une force militaire historiquement répressive et ambiguë dans son rapport à la Chine reste tenace dans la population. La poursuite de l'effort, en montrant comment il contribue à la défense de Taïwan, renforcera certainement la confiance de la population dans son armée. Le sens de l'engagement s'en trouvera aussi valorisé. En attendant, le renouvellement progressif des cadres militaires atténuera probablement les disputes factionnelles et favorisera l'entente entre autorités militaires et politiques.

Washington devrait également répondre aux inquiétudes des Taïwanais. Renforcer les démonstrations de soutiens symboliques par des démarches plus discrètes mais efficaces, telles que l'accélération des livraisons des armements déjà commandés et la promotion de l'interopérabilité entre les deux forces militaires, serait bien accueilli par Taipei.



Publications récentes

Retrouvez toutes nos publications sur www.institut-thomas-more.org



Pouvoir d'achat et inflation : comment (vraiment) sortir de la crise ?

Sébastien Lavey

Nota d'analyse 82-32
Juillet 2022



L'influence de la République populaire de Chine dans les îles du Pacifique

Hugues Eudeline
Jui-Min Hung

Nota d'analyse 82-31
Juillet 2022



LOTAN et les solidarités géopolitiques occidentales

Jean-Sylvestre Mongrenier

Enjeux du sommet de Madrid

Nota d'analyse 82-32
Juillet 2022



Vers la fin de la binarité des sexes dans le droit belge ?

Ayméric de Lamotte

Un recul de civilisation, une fragilisation de la vie en commun

Nota d'analyse 82-31
Juillet 2022

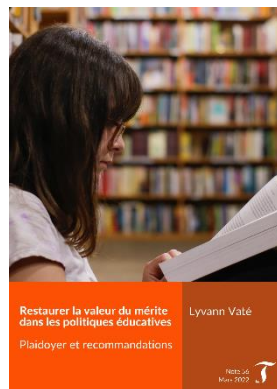


La puissance militaire russe à l'épreuve de la guerre en Ukraine

Jean-Sylvestre Mongrenier

Situation, propagande et réalité

Nota d'analyse 82-33
Août 2022

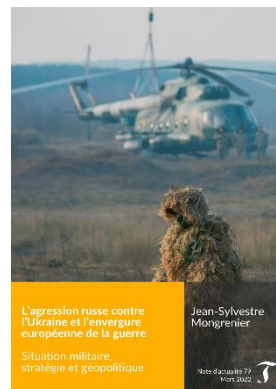


Restaurer la valeur du mérite dans les politiques éducatives

Lyvann Vaté

Plaidoyer et recommandations

Nota 54
Novembre 2022



L'agression russe contre l'Ukraine et l'envergure européenne de la guerre

Jean-Sylvestre Mongrenier

Situation militaire, stratégique et géopolitique

Nota d'analyse 82-33
Novembre 2022



Pour une nouvelle politique chinoise de la France

Laurent Amelot

Nota 55
Novembre 2022



Transmission des savoirs et culture partagée

Marie Cognet

Pour une refonte des programmes de l'école primaire

Nota 56
Mars 2023



L'assimilation, une chance pour l'immigration en France

Christian Flavigny

Le modèle éclairant de l'adoption

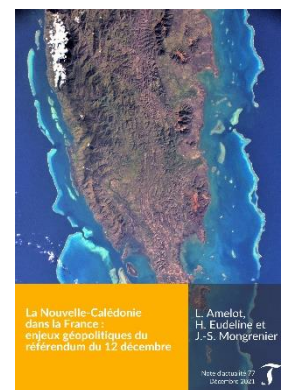
Nota 54
Mars 2023



Macron et l'Europe : volontarisme, disruption et impuissance

Jean-Sylvestre Mongrenier

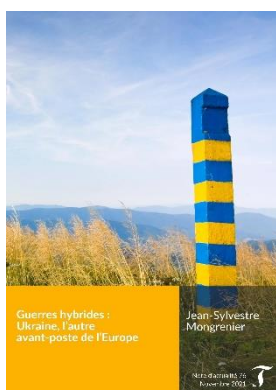
Nota d'analyse 82-33
Mars 2023



La Nouvelle-Calédonie dans la France : enjeux géopolitiques du référendum du 12 décembre

L. Amelot,
H. Eudeline et
J.-S. Mongrenier

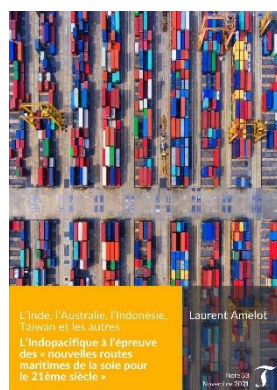
Nota d'analyse 82-33
Octobre 2022



Guerres hybrides : Ukraine, l'autre avant-poste de l'Europe

Jean-Sylvestre Mongrenier

Nota d'analyse 82-33
Novembre 2022



L'Inde, l'Australie, l'Indonésie, Taïwan et les autres

Laurent Amelot

L'Indopacifique à l'épreuve des « nouvelles routes maritimes de la soie pour le 21^{ème} siècle »

Nota 53
Novembre 2022



Un communautarisme qui ne dit pas son nom ?

Julien Volper

Analyse et décryptage du recueil « Portraits de France »

Nota 51
Octobre 2022



Cancel economy

Philippe Herlin

Pourquoi la transition énergétique est une catastrophe économique

Nota 53
Octobre 2022

Programme
L'Indo-Pacifique
à l'épreuve des ambitions chinoises

Le Programme Indo-Pacifique de l'Institut Thomas More vise à analyser les ambitions de plus en plus affirmées de la Chine dans cette méga-région maritime de l'Asie, à en évaluer les risques pour l'ensemble des acteurs régionaux et mondiaux et à formuler des préconisations stratégiques pour la France, l'Europe et plus globalement l'Occident.

En savoir +

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement sa provenance.

© Institut Thomas More asbl, octobre 2022

